



Paimpol, le jeudi 22 novembre 2007

Madame et Messieurs les Directeurs, Monsieur le Trésorier Payeur Général,

Les sections costarmoricaines de Sud-Trésor et du SNUI ont sollicité la présente audience non pour vous signifier que notre présence commune est l'acceptation anticipée de la fusion globale, mais, bien au contraire, pour vous faire part du fait que les agents des Côtes d'Armor, qu'ils soient de la DGCP ou de la DGI, s'opposent fortement au nouveau projet de réforme commandité politiquement et idéologiquement dans le but exprès de supprimer de nouveaux emplois dans nos directions comme dans toute l'administration.

Mardi 20 novembre, à l'appel des fédérations de l'ensemble de la Fonction Publique - dont notre Union Syndicale Solidaires Fonction Publique est partie prenante-, ce sont 56 % des agents de la CP du département et 50% à la DGI qui étaient en grève marquant encore une fois leur forte désapprobation.

Nous précisons *encore une fois*, car le 20 novembre n'était pas la première et importante mobilisation par la grève des agents de ce département. Et c'est aussi par d'autres formes d'action que – collectivement – nous avons démontré être fermement opposés au démantèlement de notre statut et du service public.

Pour exemple, les agents de la DGI des Côtes d'Armor ont, pour la troisième année consécutive, amplement boycotté l'entretien d'évaluation : 47% des agents en 2007 ont, par cette action renouvelée, voulu affirmer leur refus d'une contractualisation des rapports de travail et l'individualisation qu'elle génère.

Autre exemple, la réaction, l'opposition et la mobilisation des collègues de Dinan à l'annonce de la tenue de la « Journée Portes Ouvertes » sur leur site ; JPO qui fut finalement ajournée. Cette action n'est pas, comme certains se plaisent à le dire, un manque d'ouverture de la part des agents. Bien au contraire !

C'est parce qu'ils savent trop bien que cette pure opération de *marketing* est un leurre à destination des contribuables à qui l'ont promet faussement une amélioration et une plus grande proximité du service public.

C'est justement par ce que les agents connaissent la réalité et les conséquences des réformes (réduction des effectifs, polyvalence, course aux indicateurs, concentration en pôles départementaux et donc éloignement de certaines missions, suppressions de petites trésoreries notamment) qu'ils ont tout simplement la fierté de refuser de s'associer à la campagne de communication mensongère des directions nationales et locales.

Campagne de communication qui justifie votre présence aujourd'hui dans le cadre de l'inauguration officielle et en grande pompe de l'Hôtel des Finances de Paimpol jusqu'à occasionner la fermeture des services aux contribuables.

Si, comme certains de nos collègues, nous devons le prendre avec une certaine dérision, nous vous inviterions à revenir plus souvent ! En effet, votre seule présence aujourd'hui, a permis que non seulement les vitres soient nettoyées alors qu'il y a peu encore il n'y avait pas de crédits, et qu'enfin, les collègues de la Trésorerie disposent des applications informatiques nécessaires à la réception des publics à l'accueil commun, bien qu'Iliad ne soit toujours pas accessible à ce jour. Ils vont aussi y gagner quelques plantes vertes en échange d'efforts de rangement (sic), mais sont désolés de n'avoir pas pu éradiquer complètement les feuilles mortes.

Plus sérieusement, vous connaissez assurément, M. le Directeur, les arguments portés par nos deux syndicats au niveau national pour s'opposer aux suppressions d'emplois, aux réformes de structures et notamment à la fusion globale. Pour ce qui nous concerne, c'est au travers du prisme de la vie quotidienne

dans les services des deux hôtels des Finances de ce département que nous souhaitons vous faire toucher du doigt les réelles difficultés qu'ont, depuis plusieurs années, les agents de la DGI et de la DGCP des Côtes d'Armor, à travailler, à tout simplement assurer leurs missions.

**A Paimpol**, l'accueil commun, qui a été mis en œuvre en 2006 sans moyens supplémentaires notamment en termes d'agents, a surtout pour conséquence de compliquer grandement la réception du public. Manque de signalétique, manque aussi de confidentialité au guichet ou à la caisse de la perception, multiplicité des niveaux d'accueil, tâche venant s'ajouter aux missions des services, etc. Pour les agents, le sentiment dominant est de ne pas pouvoir assurer qualitativement cette mission malgré les beaux discours et autre certification.

Les collègues de la DGCP ont aussi exprimé leur réel agacement ainsi que leur forte inquiétude face au déploiement de la nouvelle application Hélios. Plutôt que d'être un appui technique, ce logiciel entraîne un allongement certain du temps passé à l'enregistrement des opérations, génère qui plus est des troubles musculaires consignés par le médecin de prévention lui-même. La complexité d'utilisation de l'application Hélios associée à l'absence totale d'information quant à l'avenir de la gestion des collectivités locales au sein de la DGCP amène les agents à se demander si une procédure de privatisation de la gestion des collectivités locales ne serait pas déjà envisagée par le gouvernement.

**A Loudéac**, cela fait presque 3 ans désormais que l'Hôtel des Impôts, devenu depuis Hôtel des Finances, est en travaux. En dehors des nuisances occasionnées, c'est avant tout l'outil de mesure le plus probant de l'accumulation des réformes, depuis plusieurs années, sur un même site : mise en place des IFU, du SIE, mise en pôle des ICE et de l'enregistrement, rapprochement DGI/DGCP et tout récemment, rapprochement CDI/CDIF.

Que pourrions-nous dire des efforts à chaque fois consentis par tous les agents au milieu de ce tumulte permanent ? Que ces efforts sont nombreux, parfois douloureux, car la polyvalence qui effrite sérieusement la compétence, les efforts de formation, l'accumulation des charges malgré des effectifs en baisse (dans les faits ; 4 agents C en CDI/CDIF), la superposition des calendriers de travaux ... Tout concourt au mal être quotidien. De la dislocation de la mission cadastrale, jusqu'à l'anecdotique, le non remplacement du gardien concierge, qui conduit les agents à devoir gérer l'ouverture des portes le matin et rend responsable la femme de ménage de la mise en sécurité le soir.

La réforme annoncée va donc, là comme ailleurs, prendre la suite d'une incessante évolution des structures et des missions sans plus de considération pour le vécu des agents serviteurs de l'Etat. Le minimum serait qu'enfin vous payiez ces efforts.

**Monsieur le Directeur, nous avons limité notre propos à ces deux exemples concrets sans rien vous dire du ras-le-bol qui existe pourtant sur les autres sites et dans l'ensemble des services du département. Mais vous l'aurez compris, contre les réformes alibi, ce que veulent les fonctionnaires dans leur ensemble, et ceux de la DGI et de la DGCP en particulier, c'est pouvoir accomplir les missions d'intérêt général qu'ils sont fiers d'assumer, en pleine possession de leur technicité, sans risque de poly-incompétence et avec la reconnaissance qu'il se doit.**

**M. le Directeur, nous défendons l'existence d'un service public de qualité au service de tous les citoyens. Nous ne pouvons accepter que les réformes actuelles participent d'une politique qui, comme l'a écrit M. Denis KESSLER, ancien secrétaire du MEDEF, dans la revue *Challenge*, consiste en la casse de notre statut de fonctionnaire, en la réduction drastique des effectifs soit la réduction drastique de nos moyens d'intervention et en une remise en cause – par leur privatisation - des services publics.**

**Les agents de la DGI et de la DGCP veulent que le service public qu'ils défendent soit au service des tous les citoyens, avec les moyens nécessaires et tout le soutien - y compris moral - qu'ils sont en droit d'attendre, et nous visons ici la politique de dénigrement systématique des fonctionnaires dont les représentants de la nation se font trop souvent l'écho.**